

Mondialisation : l'immense défi

Par **DANIEL COHEN**
Vice-président de l'École d'économie de Paris
GILLES FINCHSTEIN
Directeur général de la Fondation Jean-Jaurès
LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA
Ancien Président du Brésil
PIERRE MAUROY Ancien Premier ministre et **PAULO OKAMOTTO**
Directeur général de l'Instituto Lula

La mondialisation recèle une formidable puissance de changement pour les sociétés : changement par l'économie, en ouvrant les échanges ; changement culturel, car ces échanges permettent la circulation des idées, la transformation des pratiques culturelles et des mœurs ; changement politique, puisque l'émergence de préoccupations communes appelle à l'élaboration d'une volonté partagée pour affronter ensemble les difficultés. Pourtant, la mondialisation telle qu'elle s'accomplit actuellement est loin de satisfaire les aspirations qu'elle suscite légitimement. La crise économique mondiale exacerbe la mise en concurrence entre les pays et les sociétés. Elle frappe les plus vulnérables, en particulier les travailleurs et les jeunes. Elle affecte tous les pays, qu'ils soient en récession ou en croissance. Elle pousse les gouvernements à remettre à plus tard les décisions pour prévenir le changement climatique, alors que l'épuisement et la dégradation des ressources naturelles risquent d'atteindre un point de non-retour faute d'action concertée rapide. Disons-le clairement : aujourd'hui, la mondialisation divise au lieu de rassembler. Les politiques d'austérité seules ont montré leurs limites pour sortir de la crise. La reprise est loin d'être assurée, tandis que partout les droits économiques et

sociaux sont menacés. Il est crucial de mettre en œuvre des politiques de croissance. C'est à cette condition que la mondialisation pourra assurer le respect de la cohésion sociale et de l'environnement. Une gouvernance nouvelle est nécessaire pour réguler les conflits entre les nations et assurer la paix d'une part, et permettre à chaque nation de réaliser le modèle de société qu'elle s'est choisie d'autre part. Les pouvoirs publics doivent assurer un environnement qui garantisse à chacun l'accès aux opportunités pro-

Les réponses à la mondialisation ne s'imposeront pas toutes seules. Réunissons-nous, fondations et instituts politiques et progressistes, pour débattre et proposer.

pices à la réalisation de ses capacités individuelles. Ils doivent également œuvrer à la pérennité de cet environnement pour les générations à venir. Un nouveau monde est en gestation pour répondre aux défis socio-économiques, environnementaux et politiques de la mondialisation. La société civile mondiale devient une réalité tangible. Des politiques publiques innovantes, d'autres façons de gouverner font leur apparition sur tous les continents, notamment dans les pays émergents et en développement. Les instances multilatérales se reconfigurent aussi.

L'émergence du G20 reflète le changement des équilibres mondiaux, mais son impact encore limité illustre la difficulté des gouvernements à se mettre d'accord et à agir de concert.

Les réponses aux questions posées par la mondialisation ne s'imposeront pas toutes seules, elles se construiront par le dialogue, la confrontation des points de vue des experts, et la mobilisation des acteurs et des peuples au sens large.

C'est pourquoi, après le succès du Forum du progrès social qui s'est réuni à Paris les 11 et 12 décembre, nous lançons un appel aux autres fondations politiques et instituts progressistes du monde entier : construisons l'initiative «Fondations pour le progrès social» ; fidèles à notre vocation et à notre mission, réunissons-

nous tous ensemble régulièrement pour débattre, écouter, proposer ; faisons émerger convergences et consensus ; rassemblons-nous pour peser sur la marche du monde. Les risques qui pèsent actuellement sur l'humanité sont trop grands pour s'en remettre à une gestion à court terme des problèmes. Nous en appelons à la confiance dans la capacité humaine à se réinventer, à la puissance créatrice de notre société monde pour sortir durablement de la crise et jeter les bases d'un avenir partagé et harmonieux.

L'Europe sans les Européens

Par **THIERRY CHOPIN**
Directeur des études de la Fondation Robert-Schuman et professeur associé au Cnam et **JEAN-FRANÇOIS JAMET**
Porte-parole d'EuropaNova, enseignant d'économie politique à Sciences-Po

Avec la crise, des débats essentiels pour l'avenir de l'intégration européenne sont posés. Pourtant, les réformes en cours évitent des questions politiques fondamentales : comment simplifier le processus de décision européen pour qu'il soit plus transparent et compréhensible pour les citoyens ? Comment renforcer la légitimité démocratique de décisions qui sont pour l'instant essentiellement le résultat d'un processus diplomatique ? La priorité a été donnée à la résolution de la crise économique, et c'était dans un premier temps compréhensible. Pour retrouver leur souveraineté face aux marchés, les Etats européens – notamment les membres de la zone euro – ont compris qu'ils devaient former un ensemble plus cohérent. De fait, des règles communes plus strictes ont été adoptées en matière budgétaire, le Mécanisme européen de stabilité (MES) est entré en vigueur et le projet d'union bancaire a progressé. D'une part, la supervision macroéconomique et financière doit être exercée au niveau européen avec les instruments correctifs nécessaires. D'autre part, la zone euro doit se doter de capacités budgétaires propres pour prévenir et résoudre les crises auxquelles un Etat seul ne saurait faire face. Cette clarification de la stratégie européenne est la bienvenue. Il faut espérer que les Etats membres y souscriront et la mettront rapidement en pratique. Face à la fédéralisation croissante des décisions de politique économique, les

citoyens européens restent néanmoins perplexes. Les enquêtes d'opinion mettent en évidence une baisse inquiétante de la confiance des citoyens vis-à-vis des institutions européennes. Dans le cadre de la dernière enquête Eurobaromètre, réalisée au printemps 2012, seules 31 % des personnes interrogées déclarent leur faire confiance. C'est 10 points de moins qu'un an auparavant et le plus bas niveau jamais atteint. Compte tenu des transferts de compétences en cours dans des domaines touchant au cœur de la souveraineté démocratique, la question politique ne

Angela Merkel et Michel Barnier sont pour l'élection du président de la Commission au suffrage universel mais renvoient ces innovations à un après-demain qui n'engage pas.

peut plus être éludée. Les décisions européennes doivent bénéficier d'une légitimité aux yeux des citoyens et les mécanismes de décision doivent être suffisamment simples et clairs pour qu'ils soient efficaces. Plus aucun Etat membre ne connaît désormais une situation où ses citoyens font «aveuglément» confiance à leurs élites pour gérer au mieux leurs intérêts en matière européenne. Les citoyens souhaitent avoir leur mot à dire. C'était évident depuis plusieurs années, cela l'est encore davantage avec la crise. D'ailleurs, aucun décideur européen ne le conteste. Mais au-delà des discours,

rien ne se passe. Angela Merkel et Michel Barnier se sont prononcés pour l'élection du président de la Commission au suffrage universel mais renvoient ces innovations à un après-demain qui n'engage pas. L'union politique fait l'objet de peu de propositions détaillées. Une exception notable néanmoins, quoique sans précision de calendrier : la recommandation d'une représentation extérieure commune de la zone euro. La zone euro s'exprimerait ainsi d'une seule voix dans les enceintes internationales comme le Fonds monétaire international (FMI).

Mais pourquoi cette même logique ne s'appliquerait-elle pas à l'intérieur de l'Union européenne ? Une mesure simple permettrait, à traité constant, de créer un leadership plus clair et plus légitime. Il suffirait pour cela de fusionner les postes de présidents de la Commission et du Conseil européen. Ce devrait être l'objet d'un débat à l'occasion des élections européennes de 2014. Au-delà, d'autres avancées concrètes sont possibles dès lors que la volonté politique est réelle. C'est pourquoi nous avons présenté à la présidence du Conseil européen un rapport, intitulé «Une union politique pour l'Europe», qui détaille ces pistes et leurs conditions de mise en œuvre. Les leaders européens ne peuvent plus gérer l'urgence tout en renvoyant leurs idées les plus ambitieuses à plus tard. C'est particulièrement

remment vrai pour la France qui vit dans le traumatisme de 2005. C'est un contresens car les partisans du «oui» et du «non» partageaient pour un grand nombre le désir de rendre l'Europe plus démocratique. L'erreur serait de croire que le renforcement de la démocratie européenne peut attendre l'extension de ses compétences. En réalité, la légitimité démocratique est un objectif en soi : les nouveaux pouvoirs de l'Union européenne ne font que rendre le manque de lisibilité et de légitimité plus criant. Aujourd'hui, il n'est plus temps d'attendre.

Auteurs avec Christian Lequesne de «L'Europe d'après. En finir avec le pessimisme», éd. Lignes de repères, 2012.



SUR LIBÉRATION.FR

La citoyenneté européenne sera sociale ou ne sera pas

«La crise que traverse la construction européenne amène à s'interroger sur la notion de citoyenneté. [...] En Europe, les dimensions sociale et démocratique ne sont pas régies dans le même espace que la dimension économique...»

Par des membres du Forum civique européen : Jean-Marc Roirant, Jan Robert Suesser (France), Raffaella Bolini (Italie), Cristian Pirvulescu (Roumanie). Lire la suite sur Libe.fr